



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EST ARGENT

Parc d'activités
BP 22
88470 Saint-Michel-sur-Meurthe

Références : S-23-1191RP

Code AIOT : 0006202478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2023 dans l'établissement EST ARGENT implanté Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe. L'inspection a été annoncée le 05/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles 2023 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EST ARGENT
- Parc d'activités BP 22 88470 Saint-Michel-sur-Meurthe
- Code AIOT : 0006202478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EST ARGENT exploite à Saint-Michel-sur-Meurthe des installations de collecte / transit / regroupement de déchets non dangereux et dangereux ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux (installation permettant de récupérer par électrolyse les particules d'argent contenues dans les bains photographiques).

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 225/2000 du 13 janvier 2000 modifié à exploiter ses installations pour les rubriques 2718, 2790 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux ;
- Moyen de lutte contre l'incendie ;
- Prévention de la pollution des eaux ;
- Surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Disposition et aménagement des installations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	/	Sans objet
3	Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
4	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, article 3	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.2.1	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.2.2	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.2.4	/	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2 paragraphe 2.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un constat a révélé une non-conformité. Ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 13/01/2000 susvisé.

Face à ce manquement, il est proposé de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société EST ARGENT, de respecter les prescriptions des articles susvisés dans des délais fixés. Un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens et est annexé à ce rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.
Constats : La société Est Argent est concernée par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif aux substances per-et polyfluoroalkylées car soumise à autorisation au titre des rubriques 2790 et 3510 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejet aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : L'établissement dispose d'un point de rejet des eaux de ruissellement du site potentiellement souillées. En effet, les camions transportant les déchets regroupés ou en transit sur le site roulent sur cette voirie. De plus, sont stockés sur cette voirie des GVR pour un volume d'environ 1 000 m3 qui étaient remplis et qui peuvent fuient sur le sol.

Le site entrant comme déchets notamment des solvants constitués de substances per-et polyfluoroalhylées ne peuvent être exemptés de la campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS (comme demandé par courrier du 17 août 2023).

La campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement est attendue pour fin octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2013, article 3

Thème(s) : Risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'article 2.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 225/2000 du 13 janvier 2000 est remplacé par les éléments suivants :

« L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que :

- 16 extincteurs répartis sur le site, dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits utilisés ou stockés ;

- une réserve de sable maintenu meuble et sec avec pelles ;

- des produits d'absorption, neutralisants ;

- des matériels spécifiques d'intervention (masques, combinaisons, ...).

L'exploitant mettra en œuvre au moins les moyens décrits dans son dossier de demande d'autorisation complété. L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles, en bon état extérieur et portent une marque de vérification valide ».

Constats :

Le site dispose de 22 extincteurs répartis sur le site. Le dernier contrôle périodique annuel date du 07 novembre 2022 et a été réalisé par la société ODILE EXTINCTEURS située à ETIVAL CLAIREFONTAINE (88480). Une check-list est complétée tous les mois pour s'assurer que les extincteurs sont à leurs places prévues et en bon état de fonctionnement. Différentes check-list ont été présentées à l'inspection.

Le site dispose également 2 RIA (Robinet Incendie Armé) dans le Hall 1, 2 RIA dans le Hall 2 et 2 RIA dans le Hall 3. La dernière vérification annuelle des 6 RIA date d'octobre 2022 et a été réalisée par la société SPRINKLER CONCEPT MEDIS située à SARREBOURG (57400).

Une partie des Hall 2 et 3 sont équipés de sprinkler connecté sur le réseau d'eau communal.

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de plusieurs réserves de sable, de produits absorbants et de matériels spécifiques d'intervention de type masques à cartouche et de combinaisons, à disponibilité immédiate des salariés.

A noter que l'exploitant indique réaliser deux exercices d'incendie fictifs et présente à l'inspection les derniers compte rendus qui ne présentent pas d'anomalie particulière.

A noter que le site est équipé de détecteurs d'incendie reliés à une télésurveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Tous prélèvements, consommations et rejets d'eaux à des fins industrielles sont interdits.
Constats : Le site ne prélève, ne consomme et ne rejette aucune eau industrielle. Le site est raccordé au réseau d'eau communal pour alimenter des lavabos, une douche, des toilettes et un coin cuisine à disposition des salariés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Un schéma du réseau d'alimentation en eau et des égouts doit être établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un schéma des réseaux (alimentation en eau communale et rejets) daté de 2021 qui n'a subi aucune modification à ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de ruissellement en provenance de toutes les surfaces extérieures du bâtiment seront dirigées vers le fossé de collecte de la zone d'activités.
Constats : L'ensemble des eaux de ruissellement en provenance de toutes les surfaces extérieures des bâtiments sont dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures puis vers un fossé de collecte de la zone d'activité. Le dernier pompage et nettoyage du séparateur d'hydrocarbures date du 25 octobre 2022 et a été réalisé par la société FWS (FORTERRE WILLIAM SERVICES) située à NOSSONCOURT (88700).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2000, article 2 paragraphe 2.8
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Périodicité de transmission des résultats d'autosurveillance : L'exploitant transmet au préfet, au fur et à mesure de leur réception, les résultats commentés de la surveillance des émissions, accompagnés de toute autre donnée complémentaire nécessaire [...]. Pour la surveillance des eaux souterraines les résultats sont transmis via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquenté).
Constats : Les résultats de la surveillance des eaux souterraines sont bien transmis via l'application GIDAF. Les résultats du 1er semestre 2023 confirment que les activités de la société Est Argent, au regard des analyses effectuées, n'ont pas d'impact significatif sur les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Disposition et aménagement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/01/2000, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté. Tout projet de modification à apporter à ces installations doit être, avant réalisation, porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Des stockages de contenants vides usagés sont présents à l'extérieur des Hall 1, 2 et 3. Ces stockages ne sont pas prévus aux plans fournis au dossier d'autorisation. De plus, le plan de masse et les plans internes de la société Est Argent présentés dans le plan de gestion des situations d'urgence qui date de février 2021 et qui a été présenté à l'inspection le jour de la visite ne présente aucun stockage à l'extérieur des 3 Hall autorisés. Ces GRV qui ont contenu des eaux hydrocarburées sont vides et leur orifice de vidange est équipé d'un bouchon. Le jour de la visite d'inspection, les contenants ou GRV d'un volume d'1m3 sont au nombre de 100 environ. Aucune trace d'écoulement n'est présent et le sol est recouvert d'enrobés. La prescription n'est pas respectée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois